



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 3 juillet 2025

Référence : DREAL/2025D/5312

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 février 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **DIONE & Fils**

890, chemin Leihorrondo  
64480 Ustaritz

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 14 février 2025, de l'établissement exploité par la société DIONE & Fils et implanté au 890 chemin Leihorrondo sur la commune d'Ustaritz (64480). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la programmation annuelle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

SARL DIONE & Fils  
890, chemin Leihorrondo – 64480 Ustaritz  
Code AIOT : 0003107149  
Régime : Enregistrement  
Non Seveso / Non IED

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- implantation des installations,
- hauteur des stocks de matériaux,
- autosurveillance des émissions sonores,
- autosurveillance des retombées de poussières.

#### **Présentation de la société**

L'entreprise DIONE & FILS intervient dans les activités de curage de réseaux, de vidange de fosses, de travaux de terrassement, de VRD et de démolition dans la région de Bayonne.

L'entreprise dispose d'un terrain à Ustaritz, quartier Beirategia, qui regroupe le siège de l'entreprise et son dépôt de matériel. Ce terrain comprend une réserve foncière de 5 984 m<sup>2</sup>, qui supporte une plate-forme de regroupement de déchets inertes et de leur valorisation par concassage et criblage.

Le site fonctionne du lundi au vendredi. Les activités de concassage sont réalisées par campagne (environ 4 par an).

#### **Situation administrative**

La SARL DIONE & FILS bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 7149/2022/16 en date du 1<sup>er</sup> avril 2022 portant création d'une plate-forme de valorisation de déchets inertes du BTP sur le territoire de la commune d'Ustaritz.

Le tableau de classement des activités au titre de la nomenclature des installations classées s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité des installations	Régime
2515.1a	<b>Broyage, concassage, criblage</b> , ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou <b>de déchets non dangereux inertes</b> . La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 200 kW.	<b>323 kW</b>	Enregistrement
2517.2	<b>Station de transit</b> , regroupement ou tri de produits minéraux ou <b>de déchets non dangereux inertes</b> autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .	<b>5 336 m<sup>2</sup></b>	Déclaration
1435	<b>Stations-service</b> : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume total annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 500 m <sup>3</sup> .	<b>100 m<sup>3</sup></b>	Non classé
4734.2	<b>Produits pétroliers</b> spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes au total.	<b>8,5 tonnes</b> 1 cuve de GNR de 5 m <sup>3</sup> 1 cuve de fuel de 5 m <sup>3</sup>	Non classé

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prescriptions particulières Surveillance des retombées de poussières	Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 2.8	Plan d'action & Maintien de l'autosurveillance à une fréquence semestrielle	/
5	Prescriptions particulières Surveillance des émissions sonores	Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 2.9	Maintien de l'autosurveillance à une fréquence semestrielle	/

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Information
1	Dispositions générales Implantation des installations	Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 1.4	/
2	Prescriptions particulières Implantation – Aménagement (emplacement et hauteur des stocks)	Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 2.3	/
3	Prescriptions particulières Implantation – Aménagement (PPRi)	Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 2.3	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de transit des déchets inertes est réalisée à l'intérieur de l'emprise définie dans le dossier de demande d'enregistrement.

La hauteur des stocks de matériaux ne dépasse pas 6 mètres.

Compte tenu des résultats de l'autosurveillance portant sur les mesures de bruit et de retombées de poussières lors de la dernière campagne de broyage-concassage, la fréquence semestrielle doit être maintenue et des mesures complémentaires visant à prévenir ces nuisances doivent être mises en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales – Implantation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> avril 2022, article 1.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes sont localisées sur le territoire de la commune d'Ustaritz, sur les parcelles cadastrales n° 79 et 80 de la section ZK.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les stocks de matériaux sont localisés sur les parcelles cadastrales n° 79 et 80 de la section ZK.

**Observations :**

L'exploitant a récemment acheté la parcelle n° 085 de la section ZK située au Nord de la parcelle 080. Cette parcelle n'est pas incluse dans l'emprise autorisée des installations de la SARL DIONE et Fils. Le jour de l'inspection, aucune activité n'a été constatée sur cette parcelle (stockage de matériaux ou broyage-concassage).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Observations :**

Il est rappelé à l'exploitant que la parcelle ZK 085, située au Nord du site, limitrophe avec l'emprise ICPE autorisée, est en zone naturelle (N) du PLU de la commune d'Ustaritz approuvé par délibération de la Communauté d'Agglomération Pays Basque le 22 février 2020. Sur cette zone, tout stockage de matériaux est interdit par le règlement du PLU.

**N° 2 : Prescriptions particulières – Implantation – Aménagement (emplacement et hauteur des stocks)**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2022, article 2.3

**Prescription contrôlée :**

Les stocks de matériaux sont implantés à une distance minimale de 2 mètres des limites de propriété et leurs hauteurs ne dépassent pas 6 mètres.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, les stocks de matériaux sont implantés à une distance minimale de 2 mètres des limites de propriété. La hauteur des stocks de matériaux les plus hauts est d'environ 5 mètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :/**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prescriptions particulières – Implantation – Aménagement (PPRi)**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2022, article 2.3

**Prescription contrôlée :**

La zone inondable définie par le Plan de Prévention des Risques Inondations susvisé est reportée sur les plans des installations. Aucune activité n'est exercée sur cette emprise, ni aucun stockage.

**Constats :**

L'angle Nord-Est de la parcelle 080 de la section ZK est situé en zone inondable du Plan de Prévention des risques Inondations (PPRi).

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'activité à cet endroit de la parcelle, notamment aucun stockage n'est réalisé à cet endroit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Observations :**

Il est rappelé à l'exploitant que les remblais ou stockages de matériaux en zone inondable du PPRi sont interdits compte tenu qu'ils entraînent une modification de l'écoulement du cours d'eau en cas de crue.

**N° 4 : Prescriptions particulières – Surveillance des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2022, article 2.8

**Prescription contrôlée :**

Dès la mise en service de l'installation de stockage de déchets inertes, l'exploitant met en place un programme de surveillance des retombées de poussières conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Il procède à des campagnes semestrielles des retombées de poussières.

La fréquence des campagnes de mesures pourra faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Depuis le début de son activité, l'exploitant a fait procéder à quatre campagnes de mesures de retombées de poussières par le Laboratoire des Pyrénées et des Landes, pendant les campagnes de broyage-concassage, les mesures ont été réalisées aux dates suivantes :

- du 20 mai 2022 au 1<sup>er</sup> juin 2022 - Rapport n° LPL/MAE/PLLE/22-272 du 4 août 2022 :

- point A : 68,3 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point B : 266,3 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point témoin : 71,8 mg/m<sup>2</sup>/jour.

- du 10 au 22 mai 2023 - Rapport n° LPL/MAE/SECN/23-261 du 19 juin 2023 :

- point A : 286 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point B : 437 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point témoin : 183 mg/m<sup>2</sup>/jour.

- du 12 au 21 décembre 2023 - Rapport n° LPL/MAE/SECN/23-549 du 15 janvier 2024 :

- point A : 834 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point B : 1 814 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point témoin : 863 mg/m<sup>2</sup>/jour.

- du 18 au 28 octobre 2024 - Rapport n° LPL/MAE/SECN/24-558 du 18 novembre 2024 :

- point A : 1 370 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point B : 1 070 mg/m<sup>2</sup>/jour,
- point témoin : 1 660 mg/m<sup>2</sup>/jour.

Lors de la dernière campagne de mesures, les quantités de retombées de poussières sont très fortement supérieures aux résultats affichés lors des trois premières campagnes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre, lors des prochaines campagnes de broyage-concassage, tous les moyens techniques dont il dispose pour réduire au maximum les retombées de poussières (arrosage des stocks de matériaux et des pistes de circulation, etc.).

**Remarques :**

1) Les campagnes de mesurage ont été réalisées sur des périodes comprises entre 10 et 12 jours, lorsque l'activité de broyage-concassage était exercée.

La durée consacrée aux mesures correspond à une campagne de broyage, les résultats obtenus (exprimés en mg/m<sup>2</sup>/jour) sont plus pénalisants que les résultats qui seraient obtenus sur une durée d'exposition de 30 jours.

2) Au regard des résultats des différentes campagnes, notamment celle réalisée du 18 au 28 octobre 2024, on peut s'interroger sur la pertinence du positionnement du point témoin.

Celui-ci enregistre 1 660 mg/m<sup>2</sup>/jour : les retombées de poussières y sont beaucoup plus importantes qu'aux points A et B qui sont situés au plus près de l'installation de broyage-concassage.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan d'action avec le laboratoire chargé de réaliser les contrôles afin de valider un positionnement judicieux du point témoin. De même il serait souhaitable que le positionnement des différents points servant à mesurer les retombées de poussières apparaissent sur la rose des vents, afin de mettre en évidence une éventuelle influence du vent sur les résultats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Plan d'action

Maintien de la surveillance des retombées de poussières à une fréquence semestrielle

**Proposition de délais :** dès la prochaine campagne de broyage-concassage

## N° 5 : Prescriptions particulières – Surveillance des émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2022, article 2.9

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée, conformément aux dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la notification du présent arrêté.

Ces mesures sont ensuite réalisées selon une fréquence semestrielle. Si à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

### **Constats :**

L'exploitant a fait réaliser un contrôle des émissions sonores de ses installations pendant les campagnes de broyage-concassage.

Il a transmis à l'inspection des installations classées les rapports suivants faisant état que la surveillance a été effectuée à 3 points différents [au point 1 : lieu-dit « Beirategia », au point 2 et au point 3 (limites de propriété)] :

- contrôle réalisé le 23 mai 2022 par le Cabinet Nougier - Rapport n° 22-043,
- contrôle réalisé le 16 mai 2023 par le Cabinet Nougier - Rapport n° 23-041,
- contrôle réalisé le 19 décembre 2023 par le Cabinet Nougier - Rapport n° 23-0898.

Les rapports ne font pas apparaître de non-conformités lors de ces 3 campagnes de broyage.

Cependant, lors du dernier contrôle réalisé le 28 octobre 2024 par le Cabinet Nougier (Rapport n° 24-058), les mesures révèlent des non-conformités aux points n° 1 et 3.

Le rapport de contrôle précise que :

- outre les activités sur le site DIONE SARL, le niveau sonore ambiant élevé au point n° 1 est lié aux conditions de mesurage et notamment aux activités du voisinage (discussion d'un voisin – manœuvre d'une voiture, aboiement, activité de sciage de bois dans une entreprise située à proximité, bruit de la nature (oiseaux) et trafic routier sur la RD n°932),
- au point n° 3, le niveau sonore élevé inclut des mouvements proches de personnes et de véhicules participant à une chasse (battue), durant toute la mesure qui s'en est trouvée perturbée (passage de voitures, de chiens, de chasseurs) à de nombreuses reprises.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La fréquence des analyses doit être maintenue à une fréquence semestrielle.

Si à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, la fréquence des mesures pourra être de nouveau trisannuelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Maintien des mesures de bruit à une fréquence semestrielle

**Proposition de délais :** dès la prochaine campagne de broyage-concassage